

Le manifeste

L'Open d'État, c'est quoi ?

Les forums Open d'État prennent place dans la démarche globale du gouvernement ouvert en France. Ils sont pensés pour favoriser la réflexion, le débat d'idées, la discussion et la collaboration par un groupe de personnes composé d'agents publics impliqués dans des projets d'innovation, mais aussi d'acteurs de la société civile portant un intérêt à la réalisation de projets concrets de transformation de l'action publique. Cette communauté mixte a pour ambition de se rencontrer régulièrement, d'échanger des ressources, des outils et d'élargir son réseau.

L'Open d'État, dans quel but ?

Encourager le rôle actif de la société civile

Le mouvement du gouvernement ouvert repose sur un cercle vertueux dans lequel l'engagement de la société civile dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation d'engagements concrets, renforce l'action des réformateurs au sein de l'administration, et aboutit à des réformes plus ambitieuses qui répondent aux besoins des citoyens.

L'Open d'État, à l'image du gouvernement ouvert, est participatif. L'engagement du public améliore l'efficacité des forums, améliore la qualité des échanges et enrichit les réflexions menant à la décision.

Les connaissances étant largement dispersées dans chaque sphère de la société, les citoyens sont encouragés à partager leur expertise et les administrations à se nourrir de l'intelligence collective ainsi que de solliciter les commentaires du public.

La confiance ne se décrète pas, elle se tisse au fur et à mesure des rencontres.

Favoriser un dialogue entre les administrations et la société civile

Le dialogue entre la société civile et les administrations est indispensable pour mettre en œuvre les principes du gouvernement ouvert et renforcer l'action publique. Pour être pérenne et constructif, ce dialogue doit mener à des résultats concrets, pour les participants de la société civile et des administrations.

Élargir la communauté engagée

Le gouvernement ouvert n'a jusqu'ici touché qu'une part limitée de la société civile, définie par l'Open Government Guide comme "le large éventail des organisations non-gouvernementales qui ont une présence dans la vie publique, exprimant les intérêts et les valeurs de leur membres et d'autres."

Nombreuses sont les organisations (ONGs, syndicats, associations professionnelles, organisation professionnelles, médias...) qui ne connaissent pas le gouvernement ouvert ou n'en perçoivent pas l'intérêt.

Créer et pérenniser le dialogue

La démarche du gouvernement ouvert en France s'inscrit sur le long terme. Participer à l'Open d'État permet de simplifier la conception et le suivi des plans d'action et de rendre compte régulièrement de leurs mises en œuvre.

L'Open d'État permet aux participants d'avoir des discussions de fond, à bâtons rompus, pour débloquer certaines situations, sortir des malentendus, s'inspirer, s'informer, approfondir un sujet et trouver des interlocuteurs engagés.

L'Open d'État, quel format ?

Un cycle de rencontres

Les forums du gouvernement ouvert ont pour but de faire se rencontrer les personnels des administrations publiques et les acteurs de la société civile pour partager les savoirs, les pratiques et les expériences. Le format est humble, cinq forums sont prévus pour 2018, à raison d'une soirée par forum, organisé dans des lieux emblématiques de l'innovation publique à Paris ou ailleurs en France. Le format pourra évoluer au fur et à mesure des rencontres, afin de mieux répondre aux besoins et aux attentes des participants.

Des axes de travail concrets

L'Open d'État se structure cette année autour de cinq grands axes de travail, issus du Plan d'Action National. Celui-ci propose 21 engagements qui seront, pour les besoins des rencontres, regroupés en plusieurs axes plus génériques, correspondant à des communautés d'intérêts différents. Chaque axe de travail fera l'objet d'un forum.

La première année, 5 forums, 5 axes traités.

L'Open d'État, comment ça marche ?

Objectif : transparence et efficacité

L'Open d'État est transparent dans le sens où il fournit publiquement les informations rendant compte des événements passés, décisions prises et annonce en avance les événements à venir, leur thème, ainsi que les modalités de participation.

L'Open d'État permet de lancer une dynamique communautaire grâce aux outils de restitution, d'enrichissement et de discussion en ligne déployés. Des formats de restitution, au moins textuels, seront publiés à la suite de chaque forum, sur la plateforme contributive et sur le site de la communauté. Ils seront ouverts par défaut aux commentaires de sorte à être enrichis.

L'Open d'État est réussi s'il a permis d'élargir et de consolider des écosystèmes d'acteurs pertinents sur chaque axe de travail et a renforcé leur efficacité et impact.

L'Open d'État, un espace collaboratif

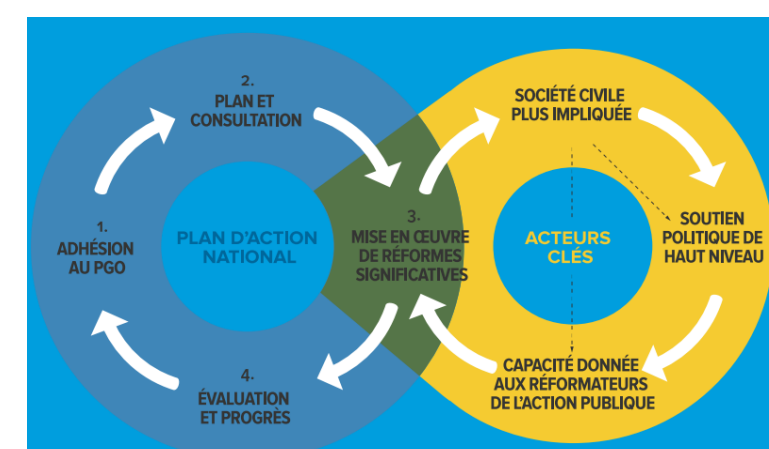
Chaque rencontre sera co-portée et co-construite par une administration porteuse d'engagement et une organisation de société civile impliquée dans une réflexion, un plaidoyer ou une action concrète se rattachant à la thématique choisie.

L'Open d'État, une dynamique d'ouverture

L'Open d'État est ouvert à tous les curieux, néophytes, experts et responsables de l'action publique et cherche à créer une dynamique participative cohérente avec les besoins et contraintes des services de l'État.

L'entrée aux forums du gouvernement est donc gratuite et ouverte à tous, sous condition de capacité d'accueil du lieu.

Des organisations publiques ou de la société civile peuvent aussi pro activement proposer d'organiser un Forum Open d'État.



Source : OGP Four-year strategy 2015-2018

L'Open d'État, un espace neutre

Si la règle est de pouvoir s'exprimer librement, certains participants sont en poste au sein de services de l'État et/ou représentants de structures et organisations dont les prises de paroles sont éminemment politiques.

Dans l'optique de garantir la liberté de parole pour tous, il est acté que la prise de parole se fait en son propre nom et non pas en celui de la structure que l'on représente, sauf si c'est au nom de la structure qu'une personne souhaite prendre la parole. Les personnes qui sont tenues à un devoir de réserve peuvent si elles le souhaitent, ne pas indiquer leur structure/organisation et seulement leur qualité (chef de projet, chercheur, fonctionnaire).

Établir un cadre de confiance

Au sein de l'Open d'État, il nous semble nécessaire de mettre en place les conditions pour favoriser une prise de parole libre et les interactions utiles aux différentes communautés, afin qu'elles puissent avoir des discussions constructives non limitées par les effets d'image et de considération, ou le risque de conséquences ultérieures pour les personnes y participant.

Cela sous-entend des limitations sur la façon de communiquer pendant les forums :

- L'Open d'État ne publiera aucun tweet ou communication nominative - qui pourraient être mal reprises ou avoir un impact négatif sur la structure représentée. Cette règle sera rappelée à chaque événement.
- L'Open d'État ne mettra donc pas à disposition d'outils de captation en direct (vidéo ou sonore) pour garantir l'anonymat des prises de positions des participants.
- Les prises de parole publiques d'Étalab et restitutions des ateliers pourront faire l'objet de citations et de tweets.

L'Open d'État, bienveillance et respect

L'Open d'État est un espace de partage, d'échange et de co-construction, chaque participant est l'égal de son voisin. De la parole, des sensibilités politiques, des origines, des genres.

De la parole, des sensibilités politiques, des origines, des genres.

Les comportements suivants seront découragés : attaques personnelles, menaces, insultes, langage violent dirigé contre une autre personne.

L'organisation des échanges veillera à respecter une égalité hommes/femmes dans les prises de paroles.